

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**G/AG/N/NZL/33**  
14 novembre 2002

(02-6310)

---

Comité de l'agriculture

Original: anglais

## NOTIFICATION

Le Secrétariat a reçu de la délégation de la **Nouvelle-Zélande**, le 31 octobre 2002, la notification ci-après concernant les engagements en matière de soutien interne (**tableau DS:1** et tableaux explicatifs pertinents) pour l'exercice financier se terminant en **juin 2001**.

Tableau DS:1

**SOUTIEN INTERNE: Nouvelle-Zélande**  
**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: année se terminant en juin 2001**

*Mesure globale du soutien totale courante*

Année se terminant en juin	Niveau d'engagement concernant la MGS totale pour la période en question	Monnaie	MGS totale courante
	(d'après la Section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après la Section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après les tableaux explicatifs ci-joints)
	1	2	3
1995	348,30	Millions de dollars néo-zélandais	0
1996	336,29	Millions de dollars néo-zélandais	0
1997	324,28	Millions de dollars néo-zélandais	0
1998	312,27	Millions de dollars néo-zélandais	0
1999	300,26	Millions de dollars néo-zélandais	0
2000	288,25	Millions de dollars néo-zélandais	0
2001	288,25	Millions de dollars néo-zélandais	0

**SOUTIEN INTERNE: Nouvelle-Zélande****PÉRIODE CONSIDÉRÉE: année se terminant en juin 2001***Mesure exemptée de l'engagement de réduction – "Catégorie verte"*

Type de mesure	Désignation de la mesure	Valeur monétaire (en millions de dollars néo-zélandais)	Description de la mesure selon les critères de l'Annexe 2	Sources des données
1	2	3	4	5
a) Services de caractère général				
Gestion des programmes gouvernementaux en faveur de l'agriculture (paragraphe 2)	<u>Gestion des contrats et des subventions</u>	0,650	Dépenses liées à l'administration des obligations contractuelles, principalement au recrutement de personnel et de consultants pour le transfert de propriété des programmes d'irrigation de la Couronne à des entreprises d'irrigation.	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001
Mesures sanitaires et phytosanitaires (paragraphe 2)	<u>Élaboration et application de normes de garantie et de normes connexes en matière sanitaire et phytosanitaire (SPS)</u>	4,771	Élaboration et application de normes écrites et de programmes de gestion des risques destinés à mettre en œuvre la législation et les politiques adoptées par la Nouvelle-Zélande dans le domaine des mesures SPS (et dans les domaines connexes tels que la protection des animaux, les composés agricoles et les médicaments vétérinaires) et ainsi à renforcer les garanties officielles attestant que les animaux, les végétaux et leurs produits répondent aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires. <sup>1</sup>	"
	<u>Contrôle de conformité aux normes</u>	0,240	Contrôle par les pouvoirs publics des fournisseurs de services afin de s'assurer que les normes sanitaires et phytosanitaires et les normes en faveur de la sécurité alimentaire s'appuient sur des résultats.	"

1	2	3	4	5
	<u>Respect de la législation en matière agricole</u>	0,587	Achat par les pouvoirs publics de services en vue du respect de la législation moyennant enquêtes et poursuites ultérieures lorsqu'une activité illégale est constatée. Les prescriptions juridiques sont notamment celles de la Loi sur les composés agricoles et les médicaments vétérinaires, de la Loi sur les produits alimentaires, de la Loi sur les forêts, de la Loi sur les produits d'origine animale, de la Loi sur les substances dangereuses et les nouveaux organismes et de la Loi sur les végétaux. <sup>2</sup>	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001
Lutte contre les parasites et les maladies (paragraphe 2)	<u>Inspection à la frontière et mesures quaranténaires</u>	19,623	Élaboration de normes relatives à l'inspection à la frontière, aux installations de transit et au confinement, et accréditation pour leur mise en œuvre. Contrôle des risques sanitaires à la frontière et isolement sanitaire après l'entrée dans le pays, conformément aux dispositions de la Loi de 1993 sur la biosécurité. <sup>3</sup>	"
	<u>Service de surveillance des maladies et des parasites et Service de réaction rapide en cas d'apparition de maladies et de parasites</u>	24,351	Surveillance sanitaire des populations animales et végétales nationales, notification internationale de l'état de santé des populations animales et végétales nationales et détection des organismes indésirables qui apparaissent. Gestion d'un système permettant de déceler l'apparition d'organismes indésirables dangereux non répertoriés, pour les animaux, les végétaux ou les peuplements forestiers, et d'y réagir, et achat de services pour lutter contre ces organismes. <sup>4</sup>	"
	<u>Administration de normes de biosécurité et stratégies de lutte contre les parasites</u>	4,747	Élaboration de normes sanitaires d'importation et de normes nationales pour aider à lutter efficacement contre les maladies et les parasites ou à les éradiquer. Vérification du respect, par les entreprises et les fournisseurs de services, des normes de biosécurité pertinentes du Ministère de l'agriculture et des forêts. <sup>5</sup>	"

1	2	3	4	5
	<u>Contrôle des facteurs de la tuberculose</u>	22,695	Contrôle des populations d'animaux sauvages, en particulier les opossums, effectué dans les secteurs où des membres de ces populations atteints par la tuberculose risquent de transmettre la maladie aux bovins et aux cervidés. Les mesures de contrôle sont effectuées dans les exploitations agricoles et sur les terres adjacentes appartenant à la Couronne.	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001
	<u>Lutte contre les parasites et les maladies au niveau des conseils régionaux</u> <sup>6</sup>	18,049	Dépense des conseils régionaux pour la lutte contre les parasites et les maladies	Plans annuels des conseils régionaux pour 2000/2001
Recherche (paragraphe 2)	<u>Recherche</u>	89,588	Crédits accordés par la Foundation for Research Science and Technology (Fondation pour la recherche, la science et la technologie) (FRST) pour des activités de recherche en rapport direct avec la production agricole, concernant notamment les secteurs des plantes fourragères des produits animaux et des produits laitiers, l'horticulture, les terres arables, et d'autres secteurs liés à l'alimentation et à la production de boissons. <sup>7</sup>	Contrats de recherche du Fonds pour la science de la FRST, 2000/2001
	<u>Fonds pour l'agriculture durable</u>	1,038	Fonds contestable créé pour appuyer les programmes intéressant la collectivité destinés à améliorer les résultats financiers et le respect de l'environnement des secteurs en rapport avec l'exploitation des terres. Les projets sont tenus de répondre à un besoin mis en évidence par un groupe de personnes ayant des intérêts communs. <sup>8</sup>	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001
Services de vulgarisation et de consultation (paragraphe 2)	<u>Initiative pour l'agriculture biologique</u>	0,335	Financement: de l'élaboration d'une norme minimale nationale concernant les produits biologiques; de la mise au point d'une stratégie de croissance pour le secteur des produits biologiques; de la création d'un système de certification à l'intention des petits producteurs de produits biologiques; et de l'établissement d'un groupe de travail sur les produits biologiques qui servira d'intermédiaire entre les services gouvernementaux et les producteurs biologiques. <sup>9</sup>	"

1	2	3	4	5
Services d'infrastructure (paragraphe 2)	<u>Programmes d'irrigation communautaire</u>	0,001	Gestion et exécution sur place des programmes d'irrigation de la Couronne en attendant la privatisation; paiement d'indemnités pour des litiges résultant de constructions.	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001
	<u>Gestion des programmes de lutte contre les inondations par les conseils régionaux</u> <sup>6</sup>	6,913	Dépenses des conseils régionaux pour l'achat de biens d'équipement et l'exécution de programmes de protection contre les inondations hors exploitation et de drainage des sols.	Plans annuels des conseils régionaux pour 2000/2001
Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles (paragraphe 8)	<u>Catastrophes dues à des phénomènes climatiques</u>	0,027	Aide aux agro-industries à la suite de catastrophes dues à des phénomènes climatiques.	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001
	<u>Programme d'aide au secteur rural</u>	0,007	Indemnités versées aux producteurs agricoles de régions reconnues par le gouvernement comme gravement touchées par une catastrophe due à un phénomène climatique. Les indemnités couvrent les besoins essentiels minimaux pour une durée allant jusqu'à 12 mois. L'admissibilité au programme est examinée tous les mois.	Work and Income New Zealand – Rapport annuel 2000/2001
Programmes de protection de l'environnement Lutte contre l'érosion (paragraphe 12)	<u>Crédits pour le reboisement de la Côte Est</u>	2,367	Ce programme, lancé en 1992, prévoit l'octroi de crédits aux producteurs agricoles et autres pour encourager le reboisement surtout dans les terres fortement exposées à l'érosion de la Côte Est de l'île du Nord, essentiellement en tant que moyen de lutte contre l'érosion.	Rapport annuel du Ministère de l'agriculture et des forêts, 1 <sup>er</sup> juillet 2000-30 juin 2001

1	2	3	4	5
Conservation des sols (paragraphe 12)	<u>Gestion des programmes de conservation des sols par les conseils régionaux</u> <sup>6</sup>	12,675	Ces programmes s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale de gestion durable, conformément aux dispositions de la Loi sur la gestion des ressources et de la Loi sur la conservation des sols et le contrôle des rivières. Ces programmes relèvent des conseils régionaux et couvrent normalement 50 à 70 pour cent du coût des mesures de conservation des sols prises par les exploitants agricoles pour se conformer à la législation.	Plans annuels des conseils régionaux pour 2000/2001

Notes explicatives:

<sup>1</sup> Cette catégorie comprend dorénavant les dépenses précédemment notifiées sous la mesure "Accréditation liée aux normes".

<sup>2</sup> Les dépenses comprennent les coûts liés au respect de la législation sur les forêts, puisqu'il n'a pas été donné de ventilation du montant global de 587 000 dollars permettant de les en exclure.

<sup>3</sup> Il ne s'agit pas d'une mesure modifiée, mais de la mesure initiale décrite de manière plus détaillée.

<sup>4</sup> Cette mesure regroupe deux programmes qui avaient précédemment été notifiés séparément sous les désignations "Service de surveillance des maladies et des parasites" et "Service de réaction rapide en cas d'apparition de maladies et de parasites".

<sup>5</sup> Il ne s'agit pas d'une mesure modifiée mais de la mesure initiale décrite de manière plus détaillée.

<sup>6</sup> En vertu de la Loi de 1991 sur la gestion des ressources, la plupart des responsabilités en matière de gestion des ressources ont été transférées aux 15 conseils régionaux de Nouvelle-Zélande. La majeure partie des programmes de gestion des ressources concernant l'agriculture sont donc aujourd'hui mis en œuvre à l'échelon régional. Les chiffres indiqués correspondent aux dépenses totales des conseils régionaux au titre des programmes énumérés, déduction faite des sommes recouvrées auprès des utilisateurs ou des bénéficiaires. Toutefois, ces dépenses ne sont pas toutes affectées ou directement imputables à l'agriculture. Selon le programme, le montant des dépenses imputables à l'agriculture va de 60 à 100 pour cent.

<sup>7</sup> On obtiendra de plus amples renseignements sur les différents types de recherche agricole menés dans le cadre des contrats de la Fondation pour la recherche, la science et la technologie (FRST) en consultant le site Web de la FRST à l'adresse suivante: [www.frst.govt.nz/apps/database/rsearch/index.cfm](http://www.frst.govt.nz/apps/database/rsearch/index.cfm).

<sup>8</sup> On obtiendra de plus amples renseignements sur le Fonds pour l'agriculture durable en consultant le site Web du Ministère de l'agriculture et des forêts à l'adresse suivante: [www.maf.govt.nz](http://www.maf.govt.nz). Une notification selon le tableau DS:2 relative à ce nouveau programme sera communiquée au Secrétariat.

<sup>9</sup> Une notification selon le tableau DS:2 relative à ce nouveau programme sera communiquée au Secrétariat.

Tableau explicatif DS:4

**SOUTIEN INTERNE: Nouvelle-Zélande**

**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: année se terminant en juin 2001**

*Calcul de la mesure globale du soutien totale courante*

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7)	Mesure de soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8)	MGS totale courante (globale)
1	2	3	4
-	0	0	0